

# Capital investissement. Le grand ménage de Le Drian

● En commandant un audit à Ernst & Young sur les sociétés de capital-risque soutenues par la Région, Jean-Yves Le Drian a suscité un certain émoi. Des structures comme BJE, déjà en difficulté, se posent des questions sur leur pérennité. Et derrière, c'est la bataille capital création/capital développement qui se joue.

**B**retagne Capital Solidaire, Bretagne Jeunes Entreprises, Bretagne Participations, Ouest Venture. Aujourd'hui, la Région Bretagne soutient quatre sociétés de capital-risque et fonds commun de placement, pour un total d'un peu plus de 13,5M€. Mais en sera-t-il de même demain? Pas si sûr. Le président de Région Jean-Yves Le Drian a commandé un audit à Ernst & Young. Objectif : l'éclairer sur les dispositifs actuels. Pour faire le ménage ensuite? Certains le craignent.

#### Contre les capitaux étrangers

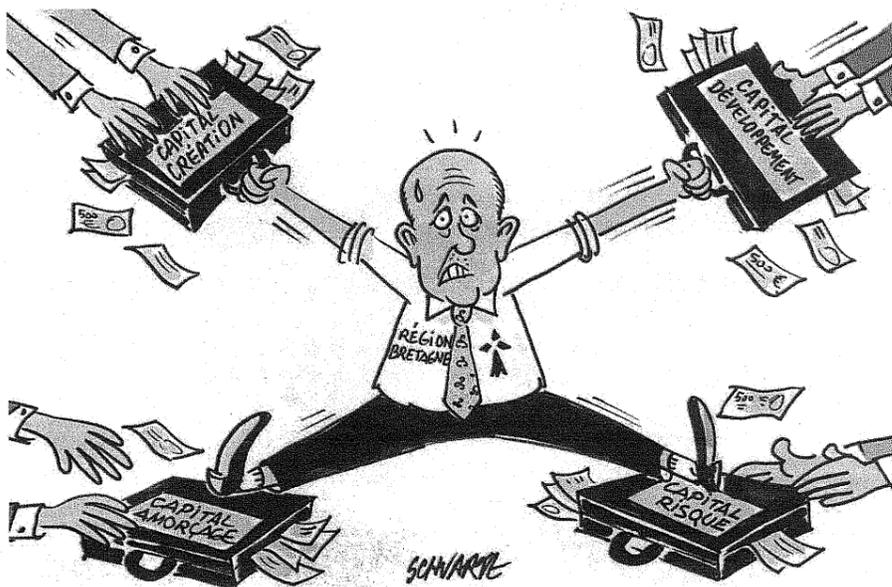
« Nous sommes interpellés par les élus locaux sur les problèmes de succession dans les entreprises bretonnes, et la prise de participation étrangère dans ces entreprises, explique Loïg Chesnais-Girard, délégué à l'Économie à la Région Bretagne. Ernst & Young a donc été sollicité pour analyser la situation et les risques. » Parallèlement, « la Région reçoit des messages forte-

ment divergents, commente un acteur breton du capital investissement. Entre des chefs d'entreprises qui lui disent qu'ils ne sont pas aidés par les financiers. Et des financiers qui lui disent que des fonds sont mobilisables sur la Bretagne. »

#### Mettre à plat les dispositifs

Y a-t-il des synergies à trouver? Des trous dans la raquette à combler?

« L'initiative d'audit est bonne car, à un moment donné, il faut mettre à plat les dispositifs », commente Éric Versey. Pour le directeur d'Oséo Bretagne, « le financement du développement est bien couvert aujourd'hui. Il y a assez d'argent sur le territoire. Mais le vrai sujet reste sur l'entreprise fortement innovante qui a besoin de lever des fonds rapidement. Aujourd'hui, très peu de fonds savent accompagner ces projets. À part les business angels, qui ont une force de frappe limitée, ou des fonds étrangers. Tout comme pour la création, où très peu de fonds interviennent. Pas un banquier



En lançant un audit sur le capital investissement, Jean-Yves Le Drian prend le risque d'être écartelé entre capital amorçage et capital développement.

n'ira tout seul sur ces sujets. »

#### BJE au bord du gouffre

Ernst & Young doit rendre son rapport fin mars ou début avril. Sans prendre de retard, car le dossier devient urgent. Bretagne Jeunes Entreprises, qui intervient auprès de PME en phase d'amorçage, se trouve en effet aujourd'hui dans une situation périlleuse. En raison d'une nouvelle réglementation européenne, la Région lui a fait savoir qu'elle était contrainte d'abaisser ses subventions (120 K€ maximum au lieu des 225 K€ couvrant les frais de fonctionnement) à partir de 2012.

Un vrai coup dur pour BJE, une structure à laquelle participent des banques régionales et qui est déjà déficitaire. Lors d'une réunion du fonds, le mois dernier au Conseil régional, Christophe Blanchy, président de BJE, a ainsi eu une passe d'arme polie, mais réelle, avec le conseiller régional Loïg Chesnais-Girard.

#### « J'ai trouvé 160M€ en quatre coups de fil »

Affirmant que ce dossier lui générerait des « nuits agitées », Christophe Blanchy a plaidé pour BJE. Et, plus généralement, pour les sociétés de capital création. « En passant qua-

tre coups de fil, j'ai trouvé 160M€ prêts à être investis dans les 24 heures », a d'abord fait savoir le président. Et d'en arriver à la conclusion suivante : « il y a trop d'argent dans le capital développement dans notre région. En capital-risque, c'est moins vrai. Et en capital création et amorçage, c'est encore moins vrai. »

Pour Christophe Blanchy, un rééquilibrage entre fonds est donc nécessaire. « Puisse les acteurs publics nous entendre pour faire plus en capital création et moins en capital développement, car il n'y en a pas besoin ! » Un point de vue, on l'imagine, qui n'est pas parta-

gé par les sociétés de capital développement.

Philippe Quelebec est directeur général de Sodero Gestion. La filiale capital investissement des Caisses d'Épargne Bretagne et Pays de la Loire gère notamment dans la région Bretagne Participations. Pour le patron de Sodero Gestion, la création d'entreprise pose un seul et réel problème. Il s'agit d'un « segment de marché avec un taux de « sinistralité » très élevé. L'argent va donc naturellement se porter plus difficilement vers lui. »

#### Le Drian écartelé

Derrière la réflexion portée aujourd'hui par le conseil régional, on voit la bataille qui se joue entre capital amorçage et capital développement. Et le risque, pour Jean-Yves Le Drian et son équipe, de se retrouver écartelés entre les deux. Lors de la réunion de BJE, Loïg Chesnais-Girard s'est bien évidemment gardé de prendre position. Il a toutefois insisté sur un point : BJE ne sera pas oublié. « Bretagne Jeunes Entreprises est un outil auquel je crois ! », a insisté l'élu.

Et à l'issue de la réflexion menée par la Région, « on ne rajoutera pas un nouvel outil, tient-il à rassurer. On ne jettera pas BJE pour en créer un autre. Il s'agit d'imaginer des solutions pour prendre notre destin en main. » C'est l'avenir, désormais, qui confirmera ou non ces promesses.

Philippe Créhange

## Nouveau Vito Pro.

La technologie travaille pour vous.

**Nouveau Vito Pro**  
à partir de

# 16.990€<sup>HT</sup>(2)

**Le nouveau Vito est un concentré d'innovations :**  
Nouvelle motorisation EU5 plus puissante, plus économique et plus propre, nouvelle boîte de vitesses ECO Gear, nouveau châssis, espace de maintenance allongé... Résultat : Moins de consommation, moins d'entretien, plus d'économies, qui font du nouveau Vito la référence des utilitaires compacts.

**Mercedes-Benz**  
Venez l'essayer dans notre établissement.

**BREST VI**  
Rue Gustave-Zédé - Z.I. Kergonan  
**BREST - 02 98 02 82 82**

**QUIMPER VI**  
460, Rte de Rosporden - Z.I. Petit Guélen  
**QUIMPER - 02 98 52 85 85**

(1) En option : Equipements comprenant ECO Start ; pneus à faible résistance ; indicateur du point de passage des rapports de vitesses ; gestion de la batterie ; pompe de direction assistée ECO ; pompe alimentaire régulée. (2) Offre réservée aux professionnels, hors ventes groupées et locations. TVA en vigueur en sus. Prix hors taxe conseillée clé en main au 03/01/2011 pour un Vito Mercedes-Benz compact 110 CDI 2.8t équipé de deux sièges standard, du treflet (bombe anti-crevaisson, compresseur) et du hayon. Offre valable dans le réseau Mercedes-Benz participant à l'opération pour tout Vito Pro Mercedes-Benz commandé entre le 03/01/2011 et le 30/06/2011 et livré avant le 31/07/2011.

## TROIS QUESTIONS A

### « Un prêt d'honneur pour se lancer »



**Philippe Edelmayer**  
Expert en création

La Région souhaite octroyer 3M€, sur cinq ans, pour l'aide au démarrage d'entreprises innovantes. Philippe Edelmayer cherche des candidates.

#### Qu'est-ce que le Phar ?

C'est le prêt d'honneur pour l'amorçage de l'entreprise en région. Le prêt concerne les entreprises innovantes, technologiquement ou socialement, en phase de création. C'est-à-dire entre six mois avant la création jusqu'à un an après. Depuis le lancement du Phar, en juin 2010, 18 projets ont été étudiés, 14 retenus. Ils ont tous reçu en moyenne 43.000 € de prêt d'honneur. Une aide financière non négligeable pour mettre en route un projet, avoir un fond de trésorerie.

#### Comment est attribué ce prêt d'honneur ?

Les porteurs de projets doivent présenter un dossier étudié par le conseil régional. Puis, ils passent devant un comité d'engagement paritaire, représenté par autant de chefs d'entreprises que d'institutionnels, que sont Oséo et la Caisse des Dépôts. Il y a quatre sessions par an. Pour un même projet, il peut y avoir deux porteurs de projet. Chacun peut bénéficier d'un prêt d'honneur car il s'agit d'un prêt personnel.

#### Comment est-il remboursable ?

Le Phar est un prêt à taux zéro, remboursable en cinq ans, et différé d'un à deux ans maximum. La personne à qui est octroyé le prêt doit en être garante. Oséo l'accompagne dans cette garantie à hauteur de 70 %. Une sécurité supplémentaire.